

## *La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*

### **Le Canada doit mettre en application ce nouvel instrument de défense des droits humains**

Le 13 septembre 2007, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* avec une écrasante majorité de 144 à 4. Le secrétaire général des Nations Unies, d'éminents dirigeants internationaux et des experts en droits humains ont applaudi cet événement historique comme une victoire pour la protection des droits humains des peuples les plus persécutés et les plus désavantagés du monde.

Il y a plus de 370 millions d'Autochtones dans le monde. Ces personnes ont un urgent besoin que la communauté internationale reconnaisse leurs droits humains et les protège. Les droits humains des peuples autochtones sont quotidiennement bafoués par les gouvernements nationaux, même lorsque ces droits sont reconnus par la loi.

Le Canada fait partie des quatre pays contestataires qui s'opposent à la *Déclaration*. Des ministres canadiens estiment que la *Déclaration* est en contradiction avec la Charte canadienne des droits et libertés et avec la Constitution canadienne. Pour eux, la *Déclaration* se contente d'affirmer les droits collectifs des peuples autochtones, mais elle échoue à établir l'équilibre entre le respect des droits individuels et des droits collectifs, de même qu'entre le respect des droits des Autochtones et des personnes non autochtones. Aucun argument juridique crédible n'a été fourni pour appuyer ces déclarations erronées.

Nous soussignés avons fait des recherches et avons travaillé dans le domaine des droits autochtones et des lois constitutionnelles du Canada. Nous sommes inquiets de voir que le gouvernement canadien continue d'utiliser ses déclarations mensongères pour justifier son opposition de même que pour entraver la coopération internationale et la mise en application de cet instrument de défense des droits humains.

La *Déclaration* comporte certaines des dispositions les plus complètes et les plus justes qui existent parmi les instruments internationaux portant sur les droits de l'homme. L'article 46 de la *Déclaration des Nations Unies* spécifie que toutes ses dispositions doivent être « interprétées conformément aux principes de justice, de démocratie, de respect des droits de l'homme, d'égalité, de non-discrimination, de bonne gouvernance et de bonne foi ». Ce sont des valeurs et principes fondamentaux non seulement de la Constitution canadienne, mais aussi du système international que le Canada a cautionné.

En outre, dix-sept dispositions de la *Déclaration* mentionnent les droits individuels. La *Déclaration des Nations Unies* mentionne également que les droits et libertés des peuples autochtones pourraient être restreints lorsque « strictement nécessaire à seule fin d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui ». Cette disposition permet autant la flexibilité que l'adéquation.

En réponse à l'opposition du Canada, la Haute-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et ancienne juge de la Cour suprême du Canada, Louise Arbour, a exprimé publiquement son « étonnement » et sa « vive déception ». La *Déclaration* est fondée sur des principes qui favorisent une vision juste et conciliatrice. Nous considérons que la *Déclaration*, en plus d'être en accord avec la Constitution et la Charte canadiennes, leur est indispensable pour remplir leurs engagements. Les déclarations contraires du gouvernement nuisent à la cause des droits humains et à la promotion de relations harmonieuses de coopération.

En tant que membre du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, le Canada se doit de « soutenir les plus hauts standards » en matière de droits humains pour tous. Ce mandat est guidé par des principes d'impartialité, d'objectivité et neutralité. Il est primordial que la politisation des droits humains soit éliminée. Que le Canada agisse autrement porte préjudice aux droits humains des peuples autochtones, en plus de compromettre la crédibilité du Canada sur le plan international.

Le 13 septembre 2007 fut un jour honteux pour le Canada, mais, pour les peuples autochtones du monde et pour le système international, cette journée fut celle d'une immense réussite. Il est temps pour le gouvernement du Canada de cesser d'attirer l'attention du public sur ses déclarations mensongères et mettre en application, en collaboration avec les peuples autochtones, ce nouvel instrument de défense des droits humains.

Signatures :

Professor Jennie Abell, Director, Institute of Women's Studies, University of Ottawa

Professor Michael Barutciski, Glendon School of Public Affairs, York University

Merle C. Alexander, Barrister and Solicitor

Professor Nigel Bankes, Faculty of Law, University of Calgary

Professor Sharry Aiken, Faculty of Law, Queen's University

Tom Berger, Barrister and Solicitor

Warren Allmand, former Attorney General, Minister of Indian Affairs and President of Rights and Democracy

Professor John Borrows, Law Foundation Chair in Aboriginal Justice, Faculty of Law, University of Victoria

Professor Kirsten Anker, Faculty of Law, McGill University

Professor Nehal Bhuta, Faculty of Law, University of Toronto

Professor Rachel Ariss, Department of Sociology, Lakehead University

Dougald Brown, Barrister and Solicitor  
Professor Michael Byers, Canada Research Chair in Global Politics and International Law, University of British Columbia

Professor Constance Backhouse, Faculty of Law, University of Ottawa

Murray Browne Barrister and Solicitor

Paul Cavalluzzo, Barrister and Solicitor

Professor Larry Chartrand, Faculty of Law,  
University of Ottawa

Professor Gordon Christie, Faculty of Law,  
University of British Columbia

Professor Lynda Collins, Faculty of Law,  
Common Law Section, University of Ottawa

Paul Copeland, Barrister and Solicitor,  
Bencher (director) of the Law Society of  
Upper Canada

Wendy Cornet, Cornet Consulting and  
Mediation Inc.

Professeur François Crépeau, Chaire de  
recherche du Canada en droit international  
des migrations / Canada Research Chair in  
International Migration Law, Directeur  
scientifique / Scientific Director, Centre  
d'études et de recherches internationales /  
Centre for International Studies, Faculté de  
droit / Faculty of Law, Université de  
Montréal

Paul Crowley, Barrister and Solicitor

Professor Margaret Denike, Coordinator,  
Human Rights Program, Carleton  
University

Professeur Denys Delâge, Faculté de  
sociologie, Université Laval

Marlys Edwardh, Barrister and Solicitor  
Fay Faraday, Barrister and Solicitor

Professor L. M. Findlay, Director,  
Humanities Research Unit, University of  
Saskatchewan

Professor Craig Forcese, Faculty of Law,  
University of Ottawa

Stacey M. Edzerza Fox, Barrister and  
Solicitor

Professor Evan Fox-Decent, Faculty of Law,  
McGill University

Professor Donald Galloway, Faculty of Law,  
University of Victoria

Myriam Gervais, Research  
Associate McGill Centre for Research and  
Teaching on Women

Professeur Sébastien Grammond, Vice-  
doyen à la recherche / Vice-Dean, Research  
Section de droit civil / Civil Law Section  
Faculté de droit / Faculty of Law, Université  
d'Ottawa

Peter Grant, Barrister and Solicitor

Professor Vanessa Gruben, Faculty of Law,  
University of Ottawa

Debra Hanuse, Barrister and Solicitor.

Veryan Haysom, Barrister and Solicitor

Professor Sakej Henderson, Research  
director, Four Direction Council, Research  
Director, Native Law Centre of Canada

Professor Shin Imai, Director, Intensive  
Program on Aboriginal Lands, Resources  
and Governments, Faculty of Law, Osgoode  
Hall, York University  
Barbara Jackman, Barrister and Solicitor

Professor Michael Jackson, Faculty of Law,  
University of British Columbia

Paul Joffe, Barrister and Solicitor

Roger Jones, Law and Policy Consultant

Professor Jennifer Koshan, Faculty of Law,  
University of Calgary

Lois Leslie, Barrister and Solicitor

Professor Linda Kreitzer, Faculty of Social  
Work, University of Calgary

Professeur Émérite, Jean-Paul Lacasse,  
Faculté de droit, Université d'Ottawa

Professeure Emérite Andrée Lajoie, Faculté  
de droit, Université de Montréal

Professor Lucie Lamarche, Chaire Gordon F  
Henderson en droits de la personne / Gordon  
F. Henderson Human Rights Chair,  
Université d'Ottawa

Professeur François J. Larocque, Directeur  
du programme national / National Program  
Director, Faculté de droit, Université  
d'Ottawa

Chief Wilton Littlechild, former United  
Nations Permanent Forum member.

Professor Jennifer Llewellyn, Faculty of  
Law, Dalhousie University

Professor Roderick Macdonald, Faculty of  
Law, McGill University

Professor A. Wayne MacKay C.M., Faculty  
of Law, Dalhousie University

Professor Audrey Macklin, Faculty of  
Law, University of Toronto

Professor Joseph Eliot Magnet, Faculty of  
Law, University of Ottawa

Louise Mandell, Barrister and Solicitor

Professor Eglá Martínez, Institute of  
Interdisciplinary Studies/Human Rights,  
Institute of Women's Studies, Carleton  
University

Professor Maxine V. H. Matilpi, Director,  
Academic and Cultural Support Program,  
Faculty of Law, University of Victoria

Professor June McCue, Faculty of Law,  
University of British Columbia

Professor Kent McNeil, Faculty of Law,  
Osgoode Hall, York University

Professor Errol P. Mendes, Faculty of Law,  
University of Ottawa

John Merritt, Barrister and Solicitor

Loretta Michelin, Director of Legal,  
Services with the Nunatsiavut Government

Professor Patricia Monture, Department of  
Sociology, University of Saskatchewan

Maria Morellato, Barrister and Solicitor

Nancy A. Morgan, Barrister and Solicitor

Professor Bradford W. Morse, Faculty of  
Law, University of Ottawa

Alex Neve, Secretary General, Amnesty  
International Canada (English-Speaking  
Branch).

Professeur Pierre Noreau, Faculté de droit,  
Université de Montréal

John Olthuis, Barrister and Solicitor

Arthur Pape, Barrister and Solicitor

Professeure Sylvie Paquerot, École d'études  
politiques, Université d'Ottawa

Laurie Pelly, Barrister and Solicitor

Bruce Porter, Director, Social Rights  
Advocacy Centre

Professor Dianne Pothier, Faculty of Law,  
Dalhousie University

Professor Emeritus Richard J. Preston,  
Faculty of Anthropology, McMaster  
University

Professor Janna Promislow, Faculty of Law,  
Osgoode Hall, York University

Owen Rees, Barrister and Solicitor

Professor Ben Richardson, Faculty of Law,  
Osgoode Hall, York University

Professeur Guy Rocher, Centre de recherche en droit public, Université de Montréal

Allan Rock, former Member of Parliament and Ambassador to the United Nations

Professor Sanda Rodgers, Faculty of Law, University of Ottawa

Professor Rémi Savard, Département d'anthropologie, Université de Montréal

Professor William A. Schabas,, Director, Irish Centre for Human Rights National University of Ireland, Galway

Professor Craig Martin Scott, Director, Nathanson Centre on Transnational Human Rights, Crime and Security, Faculty of Law, Osgoode Hall, York University

Professor Elizabeth Sheehy, Faculty of Law, University of Ottawa

Professor Peter Showler, Director, The Refugee Forum, Human Rights Research and Education Centre, University of Ottawa

Professor Brian Slattery, Faculty of Law, Osgoode Hall, York University,

Richard Spaulding, Barrister and Solicitor

Professor Joanne St. Lewis, Faculty of Law, University of Ottawa

Mary Ellen Turpel-Lafond, British Columbia Representative for Children and Youth.

Lorne Waldman, Barrister and Solicitor

Professor Rosemary Cairns Way, Faculty of Law, Common Law, University of Ottawa

Michael (Jerry) Wetzel, Barrister and Solicitor

Professor Christiane Wilke, Faculty of Law, Carleton University

Peigi Wilson, Barrister and Solicitor

Gary Yabsley, Barrister and Solicitor

Maxwell Yalden, former Canadian Human Rights Commissioner and member of the United Nations Human Rights Committee.

Professor Norman Zlotkin, College of Law, University of Saskatchewan